

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Si l'honorable député veut continuer ses remarques il devra demander le consentement unanime.

[Traduction]

La Chambre consent-elle unanimement à ce que le député termine son discours?

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

[Français]

M. l'Orateur adjoint: Il n'y a pas consentement unanime.

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, pour faire suite aux propos que vient de tenir mon collègue de Shefford (M. Rondeau), je voudrais faire remarquer qu'au moment où l'on propose ce genre de projet de loi, il y a quelque chance d'en arriver à une entente en vue de faire passer ce genre de loi.

Il faut bien se rendre compte qu'il s'agit précisément d'un domaine où l'on prend habituellement plaisir à rire de nous chaque fois qu'on prend la parole et que l'on mentionne, par exemple, la possibilité de mettre la Banque du Canada au service de l'ensemble des Canadiens. On se retient pour ne pas rire, on nous accuse de perpétuer une marotte, et enfin de compte on va jusqu'à parler de notre «machine à piastres».

Monsieur le président, depuis des années on tente de nous ridiculiser parce que nous proposons que le gouvernement mette au service de la population canadienne les avantages que l'on accorde si facilement aux banques à charte, comme on voudrait nous le faire faire ce soir en nous taisant et en acceptant qu'une banque de plus ait l'autorisation de créer le crédit.

● (1740)

Nous ne sommes évidemment pas en désaccord sur le principe de créer du crédit, mais nous voudrions tellement que l'on admette que ce principe soit institué pour favoriser le développement, le progrès du pays, et comme on se refuse systématiquement à considérer sérieusement l'étude des propositions qui sont faites, nous trouvons cela curieux au moment où on est à discuter de la possibilité de donner à une autre corporation la possibilité de faire exactement ce que l'on demande qui soit fait par la Banque du Canada.

Monsieur le président, il est bien normal que nous saisissons l'occasion en cette heure des initiatives parlementaires pour bien faire remarquer à chaque député qu'il faudrait justement agir beaucoup plus logiquement et sérieusement lorsque nous proposons de rendre le crédit social, afin d'en faire bénéficier le Canada tout entier. Monsieur le président, il est un peu curieux et bizarre que l'on accepte ce principe-là à une seule condition: qu'il y en ait d'autres qui puissent en profiter. On est d'accord sur le principe de créer l'argent, de créer le crédit, on est d'accord sur ce principe-là à condition qu'il puisse servir à enrichir, à augmenter les avoirs et les capitaux de quelques hauts financiers. A cette condition-là, c'est bon.

Mais, lorsqu'on demande de se donner à soi-même la permission de s'émettre le crédit dont on a besoin pour se développer: Ah, non, ce n'est pas bon de le faire pour soi-même. C'est bon de le faire à condition qu'on le donne à d'autres pour les enrichir. Mais si on acceptait le même principe qu'on voudrait et qu'on accepte, et que l'on est même prêt à étendre au bénéfice des banques à charte, monsieur le président, on voudrait bien que l'on com-

Norbanque

prenne qu'on le mette en application tout simplement pour le financement public de ce dont nous avons besoin, justement comme moyen pour combattre l'inflation au lieu de la subir.

Il est question depuis quelques jours de cet exemple que je voudrais donner à mes honorables collègues. On est justement aux prises avec un problème de finance que je qualifierais presque de catastrophique: les Jeux olympiques de Montréal. Alors que nous ne sommes qu'à quelques mois encore du déroulement de ces Jeux, nous savons déjà qu'il y aura un déficit de quelque 600 millions de dollars, et que, à ce jour, le gouvernement fédéral laisse la responsabilité totale de ce déficit entre les mains du Québec. Monsieur le président, voyons ce qui arrive et ce qui va arriver.

Quant aux 600 millions dont on a besoin pour pouvoir combler le déficit éventuel de ces Jeux-là, on peut les obtenir par l'intermédiaire de n'importe quelle banque à charte du Canada et peut-être par l'intermédiaire de cette nouvelle banque que l'on voudrait voir créer. Le premier ministre—c'est la réponse qu'il donne à ce jour—la ville de Montréal et la province de Québec ont dit qu'ils s'arrangeraient pour combler eux-mêmes le déficit. Alors, ils vont recourir à des emprunts et ils vont avoir à emprunter un montant de 600 millions et à le rembourser à un taux de 9, 10, 11, 12 ou 13 p. 100, ce qui veut dire que pour des générations et des générations on aura à payer cette dette monumentale.

Monsieur le président, pourquoi donner l'autorisation à des hauts financiers, par l'intermédiaire de banques à charte, de financer cette chose au détriment de l'ensemble de la population, qui aura à payer énormément pour les profits des propriétaires de banques? Au fait on pourrait se consentir soi-même les crédits nécessaires sans intérêt puisqu'il faut bien admettre que si c'est nous-mêmes qui autorisons le crédit dont on a besoin, nous n'avons pas à nous payer à nous-mêmes de l'intérêt, car cela ne servirait alors absolument à rien. Pourquoi? Nous aimerions bien avoir réponse à cela. Pourquoi s'endetter systématiquement en donnant la permission à la haute finance de nous prêter, afin de mieux extirper par les intérêts une bonne partie de nos revenus? Et pourquoi admettre le principe que la Banque Royale, la Banque Canadienne Nationale, la *Montreal Bank*, la Norbanque puissent, elles, avoir la permission de nous fournir les crédits voulus, évidemment bien payés par les intérêts? On leur donne cette permission et on serait trop bête, trop innocent, pour se la donner à soi. C'est là où se situe le problème. Et nous profitons justement de l'occasion pour le signaler.

Si on est en mesure, au Parlement, de donner l'autorisation à des individus de créer du crédit, je dis bien de le créer, et de faire des profits énormes avec la permission qu'on leur donne, comment se fait-il que c'est bien drôle quand nous préconisons l'élection du Parti Crédit Social du Canada? Comment se fait-il que cela devient drôle dans ce temps-là? Pourquoi notre parti devient-il une machine à piastres et pourquoi ce soir doit-on se prononcer sur l'incorporation de la Norbanque? Quelle différence y a-t-il? Pourtant, lorsqu'on demande que le Parlement autorise la Banque du Canada à émettre les crédits dont on a besoin pour le financement public, pour le progrès de tout le pays, comment se fait-il qu'on vient nous dire: Eh bien, vous allez faire fonctionner la machine à piastres afin de pouvoir financer. Vos solutions sont faciles, vous allez imprimer de l'argent. Et on rit de nous quand on demande cela, quand on le propose. Mais nous ne devons pas rire lorsqu'on vient nous demander de donner cette